

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Maroc

Une publication du SER de Rabat
1^{er} au 12 juin 2026

Le chiffre à retenir

+4,9 %
Croissance économique
2025 – HCP

Selon une estimation sur la base des comptes nationaux, la croissance économique s'est établie à +4,9 % en 2025, soit une révision à la hausse de 0,3 point par rapport à l'arrêté des comptes trimestriels du 31 mars 2026 (+4,6 %). Cette révision reflète principalement la réévaluation de la campagne agricole dont la valeur ajoutée progresse désormais de

+8,2 %, contre +4,6 % en 1^{ère} estimation.

Côté demande, l'investissement brut confirme son rôle de principal moteur de la croissance, avec une contribution portée à +5,4 points de pourcentage (pp), contre +4,8 pp estimé initialement. Les dépenses de consommation finale des ménages marquent en revanche nettement le pas (+1,2 %), pour une contribution limitée à +0,7 pp, tandis que celles des administrations publiques restent mieux orientées (+5,1 %, soit +1,1 pp). Enfin, le commerce extérieur continue de peser sur la croissance (-2,3 pp), les importations (+9,0 %) demeurant toujours plus dynamiques que les exportations (+6,6 %) ; cette contribution négative s'avère toutefois moins défavorable qu'en 2024 (-6,1 pp).

Côté offre, la croissance est portée par les activités non agricoles (+3,9 %), en lien avec le dynamisme des secteurs de la construction et du commerce de gros (+0,4 pp). Enfin, le secteur agricole rebondit plus fortement qu'anticipé : la valeur ajoutée agricole progressant de +8,2 % (après -5,7 % en 2024), pour une contribution de +0,7 pp ; la pêche se contracte en revanche fortement en 2025 (-13 %).

Activités macroéconomiques & financières

Commerce extérieur : dégradation du déficit commercial fin avril 2026

L'économie marocaine, importatrice nette, voit son déficit commercial atteindre 127 Mds MAD à fin avril 2026, en hausse de 18 % sur un an. Cette dégradation reflète une progression des importations (+13 % par rapport à la même période l'année dernière) sensiblement plus rapide que celle des exportations (+9 %). Déjà, structurellement élevé en 2025 (353 Mds MAD), ce déficit continue de se creuser sous l'effet d'une demande en biens d'équipement et d'une consommation qui s'accélèrent bien au-delà du rythme des ventes à l'étranger, pourtant soutenues par le dynamisme de l'automobile et de l'aéronautique.

Du côté des importations, les achats de produits finis d'équipement bondissent de +22 % à 73 Mds MAD. Cette hausse s'inscrit toutefois dans un contexte d'investissement massif, notamment dans l'industrie via les machines, l'outillage et les composants. Les produits finis de consommation progressent quant à eux de +15 % (73 Mds MAD), tirés par les pièces automobiles (+32 %), les véhicules de tourisme (+26 %) et les produits pharmaceutiques (+17 %). Par ailleurs, dans un contexte de tensions au Moyen-Orient, les importations de produits bruts s'envolent de +49 %, sous l'impulsion des achats de soufre brut (+177 %, soit +6 Mds MAD), matière première stratégique pour la filière phosphates-engrais. La facture énergétique est alourdie de +12 % par les achats de gasoil, de fuel et de produits pétroliers.

Du côté des exportations, leur dynamisme (+9 %) demeure insuffisant pour compenser la hausse des importations, avec un taux de couverture à 57 % contre 59 % à la même période en 2025. La progression des exportations est en partie amplifiée par un effet de base favorable : le secteur automobile, 1^{er} poste exportateur du pays (9 % du PIB), avait connu une activité atone en 2025, ce qui porte sa croissance à +19 % en 2026. L'aéronautique maintient pour sa part son élan avec une évolution de +16 %. En revanche, le secteur des phosphates, 2^{ème} contributeur aux exportations (6 % du PIB), après une année 2025 particulièrement vive, accuse un léger repli (-1,5 %).

Enfin, les recettes voyages progressent de +21 %, portées par une hausse de 18 % du nombre de touristes enregistrée rien qu'en mars. Le Maroc semble bénéficier d'un effet de report, captant des flux touristiques habituellement orientés vers les destinations du Golfe.

Industrie : Le Maroc en tête de l'*Africa Industrialisation Index (AII)* de la Banque africaine de développement en 2025

Selon l'AII 2025 de la BAD, le Maroc occupe pour la première fois la 1^{ère} place continentale, avec un score de 0,8415 en 2024, contre 0,7930 en 2014, soit une progression de près de 6 points sur dix ans. Il devance désormais l'Afrique du Sud de peu (0,8396).

Cet indice reflète le processus soutenu de modernisation de l'industrie marocaine, la diversification de ses exportations et la mise en œuvre de sa politique industrielle. Le pays a su transformer une stratégie industrielle nationale adossée à un système productif moderne, à des accords d'investissement ciblés et à une politique de filières ambitieuse tout ayant un positionnement continental crédible. Le secteur automobile en est l'illustration la plus lisible : avec plus de 700 000 véhicules produits par an, le Maroc est devenu un hub régional d'assemblage.

Cette performance du Maroc repose sur la robustesse de trois dimensions de l'indice : la performance industrielle — qui mesure la capacité à produire et exporter des biens manufacturés — avec un score de 0,7755 ; les déterminants directs — investissements privés, infrastructures et capital humain — avec 0,8965 ; et les déterminants indirects, qui évaluent la stabilité macroéconomique et l'environnement des affaires, avec un score de 0,9296.

Financement PME : le plan stratégique « Jossour 2030 » a été présenté

Tamwilcom, institution qui accompagne les entreprises, les particuliers, les startups, les établissements publics et les projets territoriaux par la garantie, le cofinancement et le capital-risque, enregistre en 2025 une croissance de 8 % (54 Mds MAD de crédits mobilisés, 34 Mds MAD d'engagés). Trois quarts des 86 000 entreprises accompagnées cette année étaient des TPME, confirmant le rôle de levier que jouent ses instruments pour les petites structures.

Le 3 juin, le plan stratégique 2026-2030 « Jossour 2030 » a été présenté. Les objectifs fixés sont : 300 Mds MAD de financements mobilisés sur cinq ans, pour 170 Mds MAD d'engagements, afin d'accompagner 435 000 entreprises dont les trois quarts de TPME, et de créer 45 000 emplois bruts par an, plus équitablement répartis sur le territoire. Dans cette perspective, Tamwilcom entend élargir l'accès à ses outils, notamment vers les TPE : la quotité garantie passe à 75 % du crédit et les offres de cofinancement sont assouplies avec des taux de 1 % à 2 %.

Les petites entreprises apparaissent au cœur des ambitions de l'institution. De fait, le tissu économique national est composé à 99 % de TPME, lesquelles ne captent que 40 % des crédits accordés aux entreprises privées, limitant leur capacité de croissance. Tamwilcom, en cohérence avec les objectifs du Maroc en matière d'investissement, renforce ainsi son rôle d'instrument de financement de l'économie nationale.

Grands projets, environnement, industries

Gaming : le Maroc pourrait capter entre 0,5 et 1% du marché mondial à l'horizon 2030

Le Ministère de la jeunesse, de la culture et de la communication a organisé du 20 au 24 mai la 3^{ème} édition du Morocco Gaming Expo placé sous le thème « Talent marocain ». A cette occasion, le Ministre, M. Mehdi Bensaïd, a annoncé que le Maroc pourrait capter entre 0,5 et 1 % du marché mondial à l'horizon 2030-2032, soit entre 1,5 et 3 Mds USD de revenus annuels. Dans le cadre de la stratégie pour l'export des Industries culturelles et créatives (ICC) et avec le soutien du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères et l'Institut français Paris, l'Institut français du Maroc a accompagné une délégation d'une vingtaine d'entreprises françaises (studios, investisseurs, opérateurs de formation). Le Ministère marocain et l'Institut français ont signé un accord portant sur le soutien de la participation marocaine au programme « Game Créalab francophone » (résidence d'écriture de concept de jeu vidéo pendant deux semaines) qui se tiendra à Chartres du 9 au 22 octobre 2026. Une déclaration d'intention visant à renforcer l'écosystème de l'industrie du jeu au Maroc a également été signé entre le Ministère et la plateforme « Gamedaily » qui prévoit d'ouvrir une filiale au Maroc d'ici fin 2026.

Eau : lancement du financement budgétaire européen en appui à la politique nationale de l'eau au Maroc (APNEM)

Le 2 juin dernier l'Union européenne et plusieurs agences européennes de coopération ont signé avec le ministère de l'Équipement et de l'Eau, à Rabat, un financement de 348 M EUR, destiné à appuyer un programme consacré à l'eau. Cet appui, qui s'étalera sur trois ans, vise notamment l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation agricole dans le monde rural. Parmi les agences européennes qui contribuent à ce financement figurent l'Agence française de développement (cheffe de file), la banque publique allemande de développement KfW et la Caisse des dépôts et prêts italienne (CDP).

Eau : l'ONEE sécurise une levée de fonds de 250 M EUR auprès de la BERD

L'Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable (ONEE) a signé avec la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) une lettre d'intention portant sur la mise en place d'un nouveau programme de financement de 250 M EUR (environ 2,8 Mds MAD) destiné à soutenir la modernisation de ses infrastructures de production d'eau potable, à déployer

en deux tranches, assorti de subventions à l'investissement et à la mise en place d'assistance technique.

Energie renouvelables : Eiffage décroche quatre centrales solaires au Maroc pour le programme NOOR Atlas

Eiffage Énergie Systèmes s'est vu confier par MASEN un contrat pour la réalisation de quatre centrales photovoltaïques dans le nord-est du Maroc. L'accord, conclu dans le cadre du programme NOOR Atlas, porte sur une puissance cumulée de 225 MWc et englobe la conception, la fourniture des équipements, la construction, l'installation, la mise en service ainsi que l'exploitation et la maintenance des installations pendant 7 ans.

Mobilité : la LGV Kénitra-Marrakech livrée en septembre 2029

Le ministre du Transport et de la Logistique M. Abdessamad Kayouh a indiqué fin mai à la Chambre des représentants que le taux d'avancement des travaux de la LGV Kénitra-Marrakech avait atteint près de 30 %, avec une livraison prévue en septembre 2029. Cette ligne de 430 km permettra d'effectuer le trajet entre Rabat et Marrakech en seulement 1h40, contre 4h actuellement. Par ailleurs, le ministre a noté que les études de faisabilité liées à la réalisation de la deuxième tranche de ce projet afin de desservir la ville d'Agadir sont achevées. Avec un coût d'environ 55 Mds MAD, le tracé de la ligne entre Marrakech et Agadir traversera le Haut Atlas avec 70 % des travaux liés aux ponts et tunnels. Le ministère se penche actuellement sur la recherche de financements internationaux pour ce projet.

Mobilité : numérisation des infrastructures aéroportuaires

L'Office national des aéroports (ONDA) bénéficiera d'un concours financier pouvant atteindre 100 M EUR accordé par la BERD afin d'accompagner un vaste programme consacré à la numérisation des infrastructures aéroportuaires du royaume. Le mécanisme prévoit une première tranche ferme de 60 M EUR, complétée par une seconde enveloppe de 40 M EUR susceptible d'être activée ultérieurement.

Indicateurs macroéconomiques 2025

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dette du Trésor
Banque Mondiale	3,6 %	2,4 %	-	1,5 %	3,7 %	68,2 %
FMI	4,9 %	0,8 %	13 %	2,1 %	3,5 %	67,1 %
Bank Al-Maghrib	4,8 %	0,8 %	13,1 %	2,3 %	3,6 %	-
Haut-Commissariat au Plan	4,9 %	0,8 %	13 %	2,4 %	3,5 %	66,6 %

Indicateurs macroéconomiques 2026

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dette du Trésor
Banque Mondiale	3,5 %	1,8 %	-	1,9 %	3,4 %	67,5 %
FMI	4,4 %	1,6 %	12,3 %	3,3 %	3,4 %	65,9 %
Bank Al-Maghrib	5,6 %	0,8 %	-	3,1 %	3,5 %	65,8 %
Haut-Commissariat au Plan	5,0 %	-	13,3 %	1,9 %	3,2 %	66,1 %

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : lana.bentouta@dgtresor.gouv.fr